

Région d'étude dans la Zone de Solidarité Prioritaire :  
**MAGHREB - PROCHE-ORIENT - AFRIQUE**

CONTRAT NUMÉRO : 27

TERRAINS D'ÉTUDE	EQUIPE	PAYS ET ORGANISME MANDATAIRE
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Algérie,</li> <li>• Maroc,</li> <li>• Burkina Faso,</li> <li>• Liban,</li> <li>• Palestine</li> </ul>	Sidi Boumedine Rachid, Ferfera Yassin, Bouyacoub Ahmed, Benabdallah Youce, Bruno Dewailly, Agnès Favier, Karam Karam, Harb Al-Kak Mona, Tristan Khayak, Aude Signoles, Myriam Catusse, Raffaele Cattedra, M'hammed Idrissi-Janati, Olivier Toutain, Olivier Legros, Alioune Thiam, Alexandra Biehler	<ul style="list-style-type: none"> <li>• IRD (Centre de Bondy)</li> <li>• FRANCE</li> </ul>
RESPONSABLE(S) SCIENTIFIQUE(S) CONTACT ÉQUIPE	ORGANISME(S) ASSOCIÉ(S)	
Emile LE BRIS  Emile.lebris@bondy.ird.fr	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CERMOC - équipe Liban - territoires palestiniens</li> <li>• Responsables scientifiques : Agnès Favier et Henry Laurens</li> <li>• CREAD - équipe Algérie</li> <li>• Responsable scientifique : Rachid Sidi Boumedine</li> <li>• IREMAM - équipe Maroc</li> <li>• Responsable scientifique : Myriam Catusse</li> </ul>	

INTITULÉ DE LA RECHERCHE

Les municipalités dans le champ politique local : les effets des modèles exportés de décentralisation sur la gestion des villes.

*Municipalities in the local political field: effects of exported decentralization models on the management of cities.*

RÉSUMÉ DE LA RECHERCHE

L'étude met en évidence la multiplication des acteurs de l'action publique et la complexification d'un jeu où les municipalités n'occupent qu'une place bien modeste; en attestent le discrédit attaché aux fonctions électives locales, la morosité et la démobilisation qui marquent les élections locales. Au Maroc, la proclamation de «l'unicité de la ville» s'accompagne dans la réalité d'une extraordinaire fragmentation du processus de décision et des procédures. Au Liban en revanche, face à des structures étatiques sclérosées, les élections municipales de 1998 connurent une participation importante et furent très disputées. Les élections locales mettent le plus souvent en valeur les logiques notablières et patronales mais, au final, ce sont les logiques partisans et de proximité du centre qui prévalent. Confrontés à un urbanisme de contrainte comme à Ouagadougou, les citoyens se retournent moins vers l'équipe municipale que vers les acteurs religieux et vers la chefferie traditionnelle. Il arrive pourtant, comme à Beyrouth, que la municipalité, investie

par un parti politique fort, retrouve une position éminente dans la mise en œuvre de l'action publique. Au Sénégal, la repolitisation de la société urbaine après 1996 passe par une sphère associative jouant à la fois comme courtier, comme espace de formation de futures élites et comme contre-pouvoirs. On assiste ici et là à l'ouverture de nouveaux espaces de débat public, en même temps que se développent des formes, inédites en Afrique, de communication politique (rôle des médias libres et plus particulièrement des radios communautaires).

Nous avons enfin cherché à construire des «comparables» autour du rôle des bailleurs de fonds internationaux dans la circulation des modèles. Le poids de l'aide internationale dans la prise de décision publique est variable d'un pays à l'autre, mais les réformes plus ou moins imposées de l'État traduisent une «mise en dépendance». Les pays concernés sont conviés à un effort de normalisation des modes de gestion des affaires publiques, le kit de la «bonne gouvernance» imposant une logique de marchandisation des pouvoirs locaux. Les donateurs trient entre collectivités locales destinataires, privilégiant celles qui disposent de ressources suffisantes et sont susceptibles d'intégrer aisément le «prêt à penser» de la gestion urbaine. Les ordres urbains convoqués à l'occasion de la mise en œuvre de la décentralisation combinent en réalité à la fois les effets de modèles d'importation et des modèles historiques localisés. Au Liban et en Palestine, les donateurs s'alignent sur les équilibres communautaires et régionaux. Au Sénégal, la municipalisation constitue une forme d'actualisation des liens entre pouvoir central et réseaux politiques locaux. Les bailleurs internationaux se contentent-ils de déclencher une inflation discursive, sans parvenir à faire «bouger les lignes» de partage des pouvoirs ? L'aide jouerait certes un rôle dans l'émergence de groupes de pression et d'entrepreneurs politiques, mais elle conforterait finalement le statut quo social en régulant admirablement la société post-ajustement, tout en alimentant ses élites. L'effet d'écho des modèles importés, amplifié par les experts, n'en reste pas moins puissant, au point que, dans les pays receveurs d'aide, les systèmes d'acteurs tendent à se standardiser en fonction des attentes des partenaires internationaux.

*This study highlights the increasing number of actors involved in public action and the growing complexity of an interaction in which municipalities only play a very minor role, as is witnessed by the discredit attached to local elective functions and the gloom and apathy generated by local elections. In Morocco, the declaration of the “oneness of the city” went hand and hand with an extraordinarily fragmentation of the decision-making process and procedures. In Lebanon, however, as a result of ossified government structures, the municipal elections of 1998 were hotly contested and a good level of participation was achieved. Local elections are frequently dominated by the ideas of leading citizens and employers, but ultimately it is sectarian ideas and a central location which triumph. In the face of forced urban planning such as in Ouagadougou, citizens turn to religious actors and the traditional chiefs rather than local government. Nevertheless, occasionally, as in Beirut, the municipality is run by a strong political party and takes a leading role in public action. In Senegal, the repoliticization of urban society after 1996 is based on an associative sector which acts as a broker and a training ground for future elites while also challenging the established authority. Here and there new spaces of public debate are being opened, and at the same time, for the first time in Africa, forms of political communication are developing (the role of the free media, in particular community radio stations, is very important here).*

*Last, we have tried to make comparisons with regard to the role of international donors in the transfer of models. International aid influences public decisions to varying degrees in different countries, but reforms that are more or less imposed by central government express the creation of dependency. The countries involved are urged to standardize the management of public business, with the “good governance” package imposing the marketization of local powers. The donors make a selection among local authorities, favouring those with sufficient resources and which are likely to adopt easily the proposed ideas about urban management. The urban orders that are implemented when decentralization is implemented are chosen on the basis of both imported and local historical models. In Lebanon and Palestine, donors conform with community and regional equilibria. In Senegal, municipalization is modifying the links between central authority and local political networks. Will international donors be content to merely initiate an inflation of discourse without altering the division of power? Aid will certainly play a role in the emergence of pressure groups and political entrepreneurs, but it will ultimately strengthen the existing social status quo by regulating the post-adjustment society very thoroughly while maintaining its elites in place. The influence of imported models, amplified by experts, is no less powerful, to the extent that in countries receiving aid the systems of actors tend to become standardized in accordance with the expectations of their international partners.*